



L'ETINCELLE

النشأرة

BULLETIN DU COMITE DE LIAISON DES
TROTSKYSTES ALGERIENS

Pour la Reconstruction de la

IV^e Internationale

Personnel

-SOMMAIRE-

LA QUESTION

SAHRACUIE...

ET

... LA CRISE

DU REGIME BOUMEDIENE

SPECIAL

N°

DE BEN BELLA VERS L'EXPLOSION REVOLUTIONNAIRE

En Algérie, la crise mûrit. Les contradictions s'approfondissent. Les conditions générales d'une explosion révolutionnaire sont réunies : faillite sur le plan économique, désastre diplomatique dans l'affaire du Sahara Occidental, isolement du régime, décomposition du Conseil de la Révolution ... Et cela, à un moment où la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, la jeunesse, n'acceptent plus le chômage, la misère, les restrictions, l'absence des libertés, les scandales, l'arbitraire ... et se préparent à intervenir.

En bref, l'Algérie connaît une situation où en haut, on ne peut plus diriger comme avant et, en bas, on ne veut plus de ce régime.

Il s'agit de définir le moment précis de cette situation, c'est-à-dire d'apprécier le degré et le rythme de décomposition du régime et de dégager les mouvements qui se dessinent dans le prolétariat, la paysannerie pauvre, les femmes et la jeunesse, pour regrouper autour de la Constituante les centaines de cadres qui se sont dégagés à travers le développement de la lutte des classes depuis 1972.

de Ben Bella à Boumedienne

Dès les années 1950, la bourgeoisie financière et industrielle européenne d'Algérie (BLACHETTE, SCHIAFFINO, J.CHEVALIER), tirant le bilan des événements sanglants de Mai 1945, proposait de réformer les structures économiques et sociales pour prévenir une nouvelle explosion. Sur le plan économique, il fallait réaliser, d'une part, "la réforme agraire", c'est-à-dire faciliter la création d'une classe moyenne de fellahs (crédits, réforme de la législation ...) et, d'autre part, créer une industrialisation limitée, capable d'absorber le trop-plein des chômeurs. Mais la perspective n'était pas de créer les bases matérielles d'une économie algérienne indépendante, mais les conditions économiques et sociales de l'intégration de l'Algérie à la France.

C'est cette politique qui constitue l'idée centrale des "Perspectives décennales" du Gouvernement Général en 1955, reprise dans "le Plan de Constantine" lancé par DE GAULLE en 1959 et qui reste le fondement des Accords d'Evian signés en 1962 par DE GAULLE et le G.P.R.A.

Le départ massif des Pieds Noirs a laissé un cadre vide dans lequel se sont coulées la petite bourgeoisie, la bourgeoisie et une fraction de la paysannerie. Sans doute les objectifs du Plan de Constantine ont dû être révisés, les structures aménagées, mais la Charte néo-coloniale que constituait les Accords d'Evian est demeurée la base essentielle, le fondement des relations franco-algériennes jusqu'à la chute de BEN BELLA.

Sous BEN BELLA, la bourgeoisie compradore liée au capital marchand national s'était révélée incapable de diriger le pays dans le cadre des institutions parlementaires héritées de l'époque coloniale. Le vieil appareil d'Etat colonial - ministères aux services multiples, préfectures, S.A.P., D.S.A. - était devenue, avec sa pléthore de fonctionnaires incompétents et son budget de fonctionnement considérable, une machine ruineuse et inefficace, d'où la création de nouveaux organismes directement contrôlés par BEN BELLA pour résoudre certains problèmes urgents : biens vacants, secteur autogéré ...

Ligotée par les Accords d'Evian, incapable de contrôler la machine d'Etat, incapable de garantir les investissements étrangers et d'expulser les masses qui s'étaient installées sur les terres, dans les entreprises et logements des Pieds Noirs, la bourgeoisie compradore ne pouvait que s'en remettre à un tuteur, BEN BELLA, qui respectera jusqu'au

bout, avec les aménagements indispensables, le cadre des Accords d'Evian.

Le putsch de BOUMEDIENNE du 19 Juin 1965, se situe lui-même dans un contexte marqué par l'agressivité de l'impérialisme : Ghana, Brésil, Soudan, Indonésie, Sud-Vietnam.

Il va permettre à une nouvelle fraction de la bourgeoisie algérienne de contrôler tous les secteurs de l'économie. Cette couche, c'est celle des hauts-fonctionnaires issus de l'ancien Exécutif provisoire ou cadres du G.P.R.A., devenus directeurs de sociétés mixtes (S.N. REPAL, BERLIET, RENAULT, AIR ALGERIE ...) de sociétés nationales (SONATRACH, Sociétés de Navigation, de Construction ...) ou de sociétés "techniques" d'informatique, d'animation ou de gestion, comme BULL, I.B.M. ou I.R.A.M., qui avaient pris en charge des secteurs entiers de l'économie.

Cette bourgeoisie, faussement qualifiée de "bureaucratique" par le P.A.G.S. et le P.R.S., est, par ses origines ou par ses liens, issue ou associée aux couches de la bourgeoisie compradore : gros propriétaires, gros éleveurs, grands commerçants, petits industriels.

Elle est aussi associée aux officiers de l'A.N.P. qui gèrent les innombrables domaines et entreprises, ex-coloniales et devenues propriétés de l'armée, véritables enclaves qui échappent à tout contrôle administratif, statistique ou fiscal.

Le 19 Juin 1965, l'alliance qui est conclue entre la bourgeoisie et l'A.N.P. repose sur les bases suivantes : tout le pouvoir politique à l'armée et aux organismes de la police qui lui sont rattachés, tout le pouvoir économique à la bourgeoisie.

L'A.N.P. dissout l'Assemblée Nationale, abolit la Constitution et démantèle le ... appareil d'état colonial. Le F.L.N., vidé de ses militants, passe sous le contrôle de l'A.N.P. L'U.G.T.A. et l'U.N.E.A. sont mises au pas. Les masses sont expulsées de la scène politique et reléguées dans la vie privée. Les Oulamas et les Inams, propagateurs d'un islam obscurantiste et réactionnaire, deviennent les maîtres à penser du régime.

A partir de ces conditions politiques nouvelles, la bourgeoisie va "moderniser" l'économie.

Le nouveau Code des Investissements et les "Accords pétroliers" franco-algériens de 1965 traduisent la volonté de la bourgeoisie algérienne de déserrer le carcan des Accords d'Evian, qui l'empêchaient de se constituer en classe dominante et d'accéder au marché mondial sans la médiation de l'impérialisme français.

De 1965 à 1967, tandis que BOUMEDIENNE structure le nouvel appareil d'Etat, la bourgeoisie fait main basse sur les terres, les immeubles et les petites entreprises "autogérées". Elle s'installe dans les nouvelles structures administratives mises en place par le pouvoir, se livre à un pillage du secteur public et à une exploitation forcenée des fellahs qui commencent à désertter les campagnes et retrouvent le chemin de l'émigration.

D'un autre côté, les experts du F.M.I., de la F.A.O. et des multinationales multiplient les projets et plans de développement, non pas en fonction des besoins des masses : logements, hydraulique, équipements sociaux et sanitaires, écoles, routes, transports ... mais en fonction de projets fondés sur des calculs d'optimisation et de rentabilité destinés à valoriser, dans les plus brefs délais, les capitaux étrangers.

Ainsi, derrière le masque de la "modernisation" s'effectue un remodelage de l'économie algérienne. Les experts des Banques mondiales et multinationales collectent les informations, élaborent les statistiques, organisent les comptabilités et procèdent à l'élaboration du plan triennal (1967-1971) organisé autour de la valorisation des hydrocarbures et des minerais, permettant de dégager les capitaux nécessaires à l'édification d'une économie indépendante. Mais en fait, la tâche assignée à l'Algérie par l'impérialisme dans le cadre de la division internationale du travail qu'il organise est d'être un producteur exclusif d'hydrocarbures et de minerais. Dans l'immédiat, les crédits servent à financer les gros marchés d'équipements, les fournitures de machines très coûteuses et souvent inemployées, mais qui

./.

permettent aux P.D.G. de toucher des pots-de-vin énormes. Ainsi l'argent, généreusement prêté, à de forts taux d'intérêt, est gaspillé pour des équipements ruineux, les remboursements d'agios et les "études" "d'experts", de "spécialistes" et "d'ingénieurs".

Mais ce "modèle algérien de croissance" qui ressemblait au modèle "socialiste" de l'Inde, de la Tunisie et de l'Iran, entrainait en contradiction avec la politique élaborée par les Accords d'Evian, comme avec une "spécialisation" plus grande de l'Algérie.

La rupture s'effectuera en 1971 avec la nationalisation du pétrole largement appuyée par le Cartel et les Sociétés multinationales américaines ou allemandes.

Le premier plan quadriennal (1971-74) va mettre à la disposition des P.D.G. une masse d'argent qui, déduction faite des indemnités versées aux actionnaires français, sera considérable.

Tout l'argent - déduction faite des milliards détournés et placés à l'étranger - fut investi dans l'industrie, ou, plus précisément, dans l'achat d'usines et de matériel ne permettant pas une indépendance économique, au moins dans les secteurs vitaux de l'agriculture, du bâtiment, des routes et des petites industries de transformation, mais en priorité dans les branches servant à une transformation première des minerais et des hydrocarbures.

Le quadruplement des revenus du pétrole, conséquence de la guerre d'Octobre 1973, a accru la fièvre de nos planificateurs qui ont élaboré un plan (1974-77) délirant, englobant à la fois des investissements massifs et des "plans spéciaux" locaux et régionaux, imposés par les travailleurs des villes et des campagnes.

Des emprunts gigantesques ont été faits, des commandes massives d'équipements effectués. Mais les manipulations du dollar, le blocage des prix du pétrole décidé par l'O.P.E.P., les réductions d'achat de pétrole et l'inflation galopante allaient vite dissiper les illusions, d'où l'appel angoissé aux Banques mondiales, puis à GISCARD en Avril 1975.

la faillite du régime

L'intégration étroite de l'Algérie dans le marché mondial a aggravé les contradictions de la période coloniale : dépendance étroite envers le marché mondial, disparités régionales entre le Tell côtier, relativement équipé, et l'intérieur, ruiné et laissé à l'abandon.

L'impasse du régime s'exprime par le fait que 90 % des exportations sont constituées par la vente des hydrocarbures payées en dollars.

La faillite du régime s'inscrit dans un seul chiffre : 45 % des revenus du pétrole serviront en 1975 à l'achat de trois produits alimentaires : le sucre, les céréales et les oléagineux.

Si l'on tient compte du gaspillage, des détournements, de l'achat indispensable de produits servant à maintenir l'appareil de production en marche, il n'y aura pas de réalisation possible du plan.

La rupture de tous les contrats importants passés avec la France il y a six mois sont à la fois l'expression de la pression exercée par le C.N.P.F. sur GISCARD pour cesser toute aide à BOUMEDIENNE et aussi le fait que l'Algérie ne pourra pas consacrer plus de 20 % de ses revenus aux investissements prévus par le Second Plan.

Ainsi le "modèle algérien" de croissance exposé dans des revues luxueuses, est en train de s'écrouler. Il reste une économie délabrée, un pays ruiné et un gâchis monstrueux.

La politique de GHOZALI-ABDESSELAM-BOUMEDIENNE n'a pas été seulement naïve et imbécile, mais criminelle, car elle a sacrifié délibérément des millions d'Algériens.

./..

Comment pouvait-on croire que l'impérialisme à notre époque aiderait l'Algérie à édifier "une économie indépendante" ? Comment peut-on croire à "un nouvel ordre économique" fondé sur la redistribution des richesses aux pays capitalistes avancés chez les pays pauvres et cela grâce à la majorité de ces pays dans les organismes spécialisés de l'O.N.U. (C.N.U.C.E.D.) (*)

Comment croire que l'O.P.E.P. (avec l'IRAN et l'Arabie Saoudite) allait obtenir à la fois le quadruplement du prix du pétrole et le blocage des prix dans le secteur des produits élaborés vendus par les pays capitalistes avancés ?

Les illusions de la bourgeoisie algérienne sur l'établissement d'une indexation des prix et une humanisation du commerce international, sur le "recyclage" des pétro-dollars par les Banques arabes et non-américaine, sur la mise en route d'un organisme chargé d'empêcher les fluctuations du dollar, et cela grâce aux nouveaux organismes de l'O.N.U., ne sont que des utopies petites-bourgeoises qui ont coûté fort cher au Trésor algérien.

Le modèle algérien de croissance, fondé sur les postulats suivants : possibilité d'un développement illimité des forces productives à notre époque, capacité du capitalisme de résoudre ses crises fondamentales, croyance en la possibilité de réaliser l'industrialisation sans procéder à la réforme agraire, s'est révélé être une profonde erreur.

Le caractère débile de la bourgeoisie algérienne, comparable à celui de l'Inde, de l'Iran ou de la Tunisie, s'exprime par le fait que cette bourgeoisie n'a même pas été capable de protéger son marché national, comme l'avaient fait en 1871 les bourgeoisies allemande et italienne. De ce point de vue, la question nationale reste encore posée en Algérie ; elle ne sera résolue que par la révolution socialiste.

LA classe ouvrière ET LA jeunesse reprennent l'initiative

BOUMEDIENNE a réalisé son putsch avec la complicité de l'ancien appareil politique et militaire de BEN BELLA.

Si l'A.N.P. a vigoureusement réprimé les manifestations d'étudiants dans les villes, il n'y a pas eu de massacre comme au Chili.

Cependant, le processus de reflux des masses entamé sous BEN BELLA va s'amplifier.

Les paysans, la jeunesse, les femmes, la classe ouvrière ... qui avaient suivi BEN BELLA jusqu'en 1964, avaient reflué car la réforme agraire n'était pas réalisée, les libertés démocratiques sérieusement entravées, les grèves réprimées, l'U.G.T.A. et l'U.N.E.A. mises au pas, tandis que le F.L.N. devenait un parti de cadres, un rouage de l'appareil d'Etat.

Après Juin 1965, les masses ont reflué encore plus.

Mais le pillage du pays, la concentration des terres, l'exploitation forcée des travailleurs privés d'organisation syndicale, le pillage du secteur public par la bourgeoisie compradore, d'une part, la mise en route du plan triennal avec les revenus du pétrole, les taxes et impôts, ont abouti à l'asphyxie du pays, d'où les émeutes de la faim dans le Constantinois et les soulèvements partiels dans toutes les wilayas de l'intérieur et en particulier

(*) "Selon la C.N.U.C.E.D., les prix mondiaux des produits de base ont baissé de 3 % en Octobre. Compte tenu de la hausse des "marchandises exportées par les pays capitalistes, le pouvoir d'achat des matières premières vendues par les pays en voie "de développement a chuté de 30 % au cours des dix premiers mois de cette année." (HUMANITE du 12/12/75)

././

celles qui avaient supporté tout le poids de la guerre : Kabylie, Aurès, Constantinois.

Le cadre de la wilaya ne permettait aucune chance de succès. D'autre part, en l'absence de parti révolutionnaire, c'est une fraction de l'armée, dirigée par les anciens chefs des wilayas : SAOUT EL ARAB, CHAABANI, SI HASSAN, ZBIRI, qui tentera de centraliser le mouvement.

Sans programme, sans idée claire, sans soutien de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, les putschs, même s'ils rencontraient une très large approbation des masses, ne pouvaient qu'échouer.

Cependant, l'expérience ne fut pas vaine dans la mesure où elle permit de tirer un bilan politique. Le wilayisme, variante algérienne du foquisme, subit un échec irrémédiable. Toutes les organisations, comme le R.U.R., le F.F.S. d'AIT AHMED, le P.R.S. de BOUDIAF, nées de la décomposition du F.L.N., affirmaient que seule la paysannerie était révolutionnaire et que la lutte armée dans les maquis entraînerait la cassure de l'A.N.P. et le ralliement de la fraction fauche au soulèvement lui assurant la centralisation et la direction, s'effondrèrent. Tout comme avorta l'expérience maoïste d'ABDEL KADER RAZAK en 1964.

La politique d'austérité pour la population et le chômage massif devinrent intolérables en 1971 (inflation galopante, rupture des accords pétroliers et commerciaux avec la France).

Le mouvement démarre chez les étudiants qui avaient conservé, malgré les interventions du F.L.N., leur organisation syndicale ; les revendications catégorielles se trouvent mêlées à celles portant sur les libertés démocratiques, l'indépendance syndicale ... qui étaient directement dirigées contre le pouvoir.

Le pouvoir réagit brutalement et dissout l'U.N.E.A. Mais la lutte des étudiants n'a pas été vaine.

Les grèves reprennent, dures, dans les grandes villes et plus précisément dans la région industrielle d'Alger, là où le prolétariat a de vieilles traditions de lutte de classes : les transports, la métallurgie, le port...

En 1972, la grève victorieuse de la R.S.T.A. (transports d'Alger) marque le point de départ d'une reprise de la lutte des classes en Algérie.

En octobre 1974, une autre étape est franchie avec la victoire de la grève générale de S.N.S. de KOUBA (Métallurgie Alger), dirigée contre le blocage des salaires et les classifications de postes.

Pour la première fois, une grève était dirigée par un Comité de Grève élu démocratiquement par les travailleurs qui, au cours de la grève, reprennent possession de leur syndicat et imposent la tenue d'une Assemblée Générale au siège central du Syndicat, la Maison du Peuple, organisée par le Comité de Grève et les permanents de l'U.G.T.A.

Les grèves se multiplient en 1974-1975. Les travailleurs imposent de plus en plus la démocratie ouvrière dans l'U.G.T.A., allant jusqu'à destituer la direction inféodée au F.L.N. et à élire de nouveaux dirigeants dans le secteur combatif de l'enseignement (F.T.E.C.)

Dans ce mouvement contre la vie chère, les travailleurs sont parvenus à ruiner les institutions corporatistes de la Charte de la gestion socialiste (G.S.E.), dont l'objectif était d'atomiser le prolétariat et de démanteler l'U.G.T.A. qui, non seulement s'est renforcée, mais échappe de plus en plus au pouvoir.

Comme ils ont mis en échec "la bataille de la production" lancée par le pouvoir et soutenue activement par le P.A.G.S., adepte du "retrouvez vos manches" et du volontariat, lors de l'opération "désengorgement du port d'Alger", les dockers ont réalisé le gâchis incroyable que représentait le matériel ultra-moderne qui rouillait sur les quais et ont terminé leur volontariat ... par une grève victorieuse sur leurs revendications.

C'est ce mouvement qui a nourri la lutte des étudiants contre le régime : grève de l'I.T.E. de Bouzareah, du Lycée RACHID AMARA ... et qui a culminé avec la préparation de la Conférence de la Jeunesse Algérienne (C.N.J.A.),

où, pour la première fois depuis 1971, les étudiants d'Alger se sont affrontés avec le pouvoir.

C'est ce mouvement qui amène les 4.000 communaux d'Oran à imposer à la direction de l'U.G.T.A. et au Wali, une Assemblée Générale extraordinaire qui destitue l'ancienne direction corrompue de la Section syndicale et procède à l'élection de nouveaux dirigeants.

Dans les campagnes, la paysannerie pauvre a cessé d'être une masse atomisée et malléable.

Le refus de participer au volontariat, de devenir des attributaires de la soi-disant révolution agraire, de se laisser embrigader dans l'Union Nationale des Paysans Algériens (U.N.P.A.). Pendant l'Eté, une large couche de paysans a refusé de livrer les récoltes à l'Etat, préférant les stocker pour leur propre besoin, manifestant par là leur défiance envers le dinar et le pouvoir central.

Après la prostration des années 1965-72, un large mouvement se dessine dans les campagnes et les régions de l'intérieur, qui a déjà imposé au pouvoir une modification du 2ème Plan et l'attribution de crédits spéciaux pour le logement, les écoles, les équipements sociaux, les routes, l'hydraulique, la poste, le téléphone ...

BOUMEDIENNE est parfaitement conscient du nouveau rapport de force entre les classes qui s'établit. Mais il n'a pas les moyens politiques pour s'opposer à ce mouvement.

la crise du régime

L'appareil d'Etat algérien en 1962, c'était en gros l'ancien appareil colonial algérianisé. Mais il faut préciser :

La gendarmerie, la police, la sûreté nationale, les préfectures ont été directement constituées et prises en charge par DE GAULLE jusqu'en 1965 : budget de fonctionnement, équipement, formation.

L'appareil militaire, plus composite, comprenait des cadres d'origine différente : ceux de l'A.L.N. intérieure, issus des maquis (ZBIRI, MOHAMED ou EL HADJ, SALAH BOUBIFERT ...), ceux de l'ancienne force locale de l'Exécutif Provisoire, ex-officiers algériens de l'armée française et ceux de l'A.L.N. extérieure, sélectionnés par BOUMEDIENNE, KAID AHMED, MENDJLI ... depuis les grandes purges de 1958 qui ont suivi la création du G.P.R.A.

BOUMEDIENNE va structurer son armée, devenue A.N.P. autour de deux axes : la modernisation et l'arabisation, l'objectif étant de faire de l'armée un corps étranger, distinct du prolétariat comme de la paysannerie.

L'achat d'un matériel lourd et sophistiqué va permettre aux cadres issus de l'armée française de se hisser au premier rang en même temps qu'elle va attirer les ingénieurs et techniciens issus de la bourgeoisie ou petite-bourgeoisie. Le corps des blindés, dirigé par SLIMANE HOFFMAN constitue l'exemple même de la fusion réussie entre officiers d'origines différentes.

L'arabisation procède du même esprit. Il ne s'agissait pas, en faisant de l'arabe classique la langue officielle de l'A.N.P., de l'intégrer plus étroitement à la population, mais de la différencier des Algériens qui, dans leur grande masse, parlent le kabyle ou l'arabe dialectal.

Le coup d'Etat de 1965 va apporter des changements. La machine va se simplifier et s'épurer de tous les anciens chefs de l'A.L.N. qui se sentaient de plus en plus étrangers à cette armée.

C'est l'A.N.P. qui prend en charge la direction de l'Etat. Rapidement, la fusion s'opère entre bourgeois compradores, hauts-fonctionnaires et cadres de l'A.N.P.

De 1965 à 1972, la machine d'Etat s'est rodée. Son assature est constituée par le Conseil de la Révolution dominée par les Colonels de l'A.N.P., le darak el watani (gendarmerie nationale), la sûreté nationale, la police et, en particulier, le corps des C.N.S. (C.R.S. algériens), les services spéciaux relevant de BOUMEDIENNE, le commissariat politique de l'A.N.P. et celui du F.L.N., les officiers de l'A.N.P. et plus précisément ceux des corps de blindés, des parachutistes et de la marine, les services du ministère de l'intérieur, de la défense nationale et de la Présidence coiffant tous les ministères, les services des walis (préfets), de l'administration locale et régionale.

Il s'agit bien d'un Etat militaire-policié complètement différent de celui de BEN BELLA, constitué et sélectionné contre les masses algériennes.

Par ses origines, son histoire, sa fonction, l'A.N.P. n'est pas l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, bien qu'elle soit la seule garante de l'ordre bourgeois en Algérie. De même, elle n'est l'armée issue de la guerre de libération nationale. Entre l'A.L.N. et l'A.N.P., la continuité est dialectique dans le sens où l'A.N.P. constitue l'antithèse, la négation de l'A.L.N. intérieure.

Le développement de la lutte des classes a accru l'isolement du régime et aiguisé les contradictions au sein du Conseil de la Révolution, sorte de M.F.A. algérien.

Dès 1973, la fraction "libérale" de la bourgeoisie s'organise. Elle regroupe :

- 1°/ Les P.D.G. des sociétés mixtes ou nationales (SONATRACH, S.N.METAL ...), liés aux sociétés multinationales, aux dirigeants des Banques mondiales F.M.I., F.A.O., B.I.R.D., à ceux des Banques arabes des émirats du Golfe, de l'Iran et d'Arabie Saoudite dominant l'O.P.E.P. qui n'a jamais constitué un Cartel cherchant la destruction de l'impérialisme ou même l'expropriation des sociétés pétrolières U.S., mais une revalorisation des hydrocarbures et pour les plus radicaux : Algérie, Iran, Irak, }établissement d'un nouvel ordre économique, garantissant une relative croissance, c'est-à-dire la stabilité sociale. Les dirigeants de cette tendance : ABDESSELAM le ministre de l'Industrie, GHOZALI, P.D.G. de la SONATRACH ... trouvaient en BOUTEFLIKA le dirigeant de stature internationale, capable de remplacer BOUMEDIENNE.
- 2°/ Les industriels du secteur privé, les riches commerçants, les éleveurs, les "technocrates" du Plan disposant de grosses fortunes, mais difficiles à transformer en investissements dans le cadre d'un tel régime.
- 3°/ La couche des intellectuels bourgeois, médecins, fonctionnaires, enseignants, supportant de plus en plus difficilement l'obscurantisme et les tracasseries d'un régime policier et qui avaient trouvé chez le ministre de l'Intérieur, MEDEGHRI un dirigeant attentif à leurs idées.

A plusieurs reprises, cette fraction tenta de se débarrasser d'un régime détesté de tous et de lui substituer un régime bourgeois plus libéral avec des Assemblées régulièrement élues au niveau local (A.P.C.), régional (A.P.W.) et national (Assemblée Nationale Populaire).

Après l'élimination de KAID AHMED, chef de file de la bourgeoisie foncière, des mandataires et des cadres de l'A.N.P. liés à la bourgeoisie foncière et commerçante et celle de CHERIF BELKACEM, chef de file de la couche corrompue des "responsables politiques" du régime, MEDEGHRI défendit ouvertement son projet à l'Assemblée Nationale Populaire, qui aboutissait à ramener les soldats dans leurs casernes.

MEDEGHRI fut assassiné en Février 1975 et remplacé par le colonel ABDELGHANI. Tous les walis (préfets) furent installés par des Colonels qui prirent directement en charge toute la machine d'Etat. Le wali d'Alger fut remplacé par un Officier et tous les services politiques, administratifs, économiques, diplomatiques, furent placés sous le contrôle d'un Colonel.

Mais cela ne réglait aucun problème.

A la différence des Colonels partisans d'un bain de sang en Algérie et de l'instauration d'un régime à l'Indonésienne, BOUMEDIENNE, plus conscient des rapports entre les classes et de l'isolement de son régime, a cherché à se constituer une base sociale dans la paysannerie moyenne, les femmes et la jeunesse, d'où la création d'organisations comme l'U.N.P.A., l'U.N.F.A., l'U.N.J.A. ...

Par ailleurs, il a cherché des appuis auprès de l'impérialisme français (voyage de GISCARD à Alger en Avril 1975) et de la bureaucratie du Kremlin (voyage de MARCHAIS à Alger en septembre 1974).

Pendant toute l'année 1974, BOUMEDIENNE monte en première ligne et parcourant le pays dans tous les sens, cherche, à l'imitation de BEN BELLA, à constituer autour de sa personne un puissant courant populaire.

A plusieurs reprises, lors du vingtième anniversaire de la Révolution de Novembre 1954, lors du lancement de la 2ème puis 3ème phase de la Révolution agraire, lors des discours prononcés à Tizi Ouzou, Tabessa ... BOUMEDIENNE tire des bilans et prépare son discours programme qu'il prononce pour le 10ème anniversaire du putsch de Juin 1965.

le discours du 19 juin 75

Devant un aéropage de cadres civils et militaires, BOUMEDIENNE déclare que le pouvoir ayant réalisé ses objectifs lors de la décennie écoulée, à savoir "une économie nationale indépendante, solide et prospère" et un Etat populaire et démocratique, doit aborder une nouvelle étape. Pour en définir les orientations, il faut, dit-il, tenir un nouveau Congrès du F.L.N., largement ouvert, faire participer les masses à l'élaboration d'une Charte Nationale, préparer des élections pour une Assemblée Nationale Populaire et élire un Président de la République.

Le fait que quatre mois après l'assassinat de MEDEGHRI, BOUMEDIENNE reprenne à son compte le projet de son ministre est l'aveu le plus éclatant de la faillite des méthodes de gouvernement employées depuis dix ans.

BOUMEDIENNE est conscient du fait qu'aucun des problèmes posés par l'indépendance n'a été réglé, que le régime des colonels est profondément discrédité et qu'un affrontement sanglant avec les masses est trop risqué, car, non seulement la révolution algérienne n'a pas subi de défaite majeure en 1962, mais depuis 1972, tous les obstacles dressés pour empêcher que les travailleurs et les paysans pauvres ne se constituent en classe (charte de la G.S.E., dissolution de l'U.G.T.A. dans les Assemblées de Travailleurs d'unité, C.A.T.U., les unions paysannes ...) ont échoué.

BOUMEDIENNE est conscient que le groupe initial qui constituait le Conseil de la Révolution s'est décomposé après l'élimination des chefs de l'A.L.N. et des anciens cadres du F.L.N. issus de la guerre de libération nationale, et la promotion des cadres de l'A.N.P. aux postes dirigeants n'a pas homogénéisé le Conseil de la Révolution, mais a introduit de nouveaux clivages, de nouvelles contradictions en son sein.

Malgré le caractère limité et contrôlé de l'ouverture, en se prononçant pour une Assemblée Nationale et un Président de la République élu, BOUMEDIENNE remettait en question les institutions nées du putsch du 19 juin 1965.

Le discours lui-même fut censuré et ne fut publié que le 23 Juin, ce qui traduit l'ampleur de la crise au sein du Conseil de la Révolution.

le p-a-g-s chien de garde du régime

Il ne fut créé en 1936, lors du Front Populaire, que pour former la composante algérienne du "Congrès Musulman" regroupant toutes les organisations algériennes ~~socialistes~~ de Blum - Violette. Ce qui permit au PCA de porter tous ses coups contre l'Etoile Nord Africaine, puis le PPA dirigé par Messali Hadj, seul parti à se prononcer pour l'indépendance.

Le PCA fut toujours le meilleur défenseur de l'ordre colonial. En 1945 le PCA devait aller plus loin, non seulement en approuvant Thorez-Duclos, ministres de de Gaulle qui organisait le massacre des populations de Setif Guelma, mais en dirigeant lui-même les milices coloniales du Nord-Constantine.

Mais son rôle essentiel fut d'empêcher la création d'une centrale syndicale algérienne qui aurait permis au prolétariat rural et urbain algérien de se constituer en classe. Ce n'est qu'en 1956 que les staliniens rejoignirent l'UGTA dont la création était devenue inévitable après la constitution de l'USTA messaliste. L'UGTA ayant été interdite le PCF refusa de constituer la Fédération de France de l'UGTA et préféra combattre l'USTA interdite en Algérie mais tolérée en France.

Sous Ben Bella, le PCA sera le meilleur défenseur du régime, malgré les sautes de "Alger Républicain" puis la dissolution du PCA contraint d'entrer dans le FLN.

Si le PCA condamnera le putsch de 1965, comme "anti-constitutionnel" "anti-démocratique" et "pro-impérialiste" c'est parce qu'en l'liquidant les institutions parlementaires, Boumedienne prenait un risque, et que tôt ou tard la stabilité de l'ordre bourgeois serait menacée en Algérie. Mais dès 1967, le PCA devenu PAG puis PAGES allait apporter un soutien critique, puis un soutien sans critique en 1970-71. Après la grave crise de l'été 1973, le PAGES est devenu le défenseur acharné du régime, dressant des obstacles à l'unité des travailleurs et empêchant, comme il avait fait le PCA, que l'UGTA ne devienne ^{le syndicat} un ~~syndicat~~ syndicat ^{libre et démocratique} et indépendant sur le plan de classe du prolétariat algérien. *qualifiant les débris des institutions de bourgeois, et empêchant ainsi la bataille de la production.*

Dès la publication du discours, l'appareil stalinien allait condamner comme "droitière" l'orientation nouvelle de Boumedienne qui ouvrait la voie à la démocratie "bourgeoise". Depuis le voyage de Marchais, le PAGES intervient publiquement dans tous les secteurs de la vie économique pour soutenir le "régime socialiste".

Pour le PAGES, la révolution agraire, industrielle et culturelle, les nationalisations, la politique anti-impérialiste... sont des acquis "socialistes". Ce sont donc les militants combattant sur cette orientation qui sont les seuls qualifiés pour diriger le pays. Se prononcer pour des élections libres, rétablir la liberté de presse, de réunion, d'expression, c'est ouvrir la voie aux tenants du capitalisme qui cherchent à démanteler les institutions révolutionnaires existantes.

C'est pourquoi le PAGES va se lancer dans toutes les batailles de la production, le volontariat .. dans le but, non pas de réaliser des objectifs économiques mais pour sélectionner sur le tas des militants qui serviront à vider les bureaucrates nantis et à régénérer le FLN, l'UNFA, et l'UNJA.

Lors des élections à la conférence de la Jeunesse (CNJA) le PAGES a froidement expliqué qu'il y avait deux catégories d'étudiants : les électeurs (tous les citoyens) et les éligibles (ceux qui avaient participé au volontariat) ce qui conduisait à dresser une fraction des étudiants contre la masse écrasante des non volontaires.

C'est de la sorte que le régime a pu maintenir son pouvoir et le volontariat a été créé pour servir le régime. Le volontariat est une institution qui a permis de sélectionner les militants du régime.

Lorsque le PAGES explique dans " Sawt el Chaale " d'août 1975 qu'il ne faut pas permettre aux bourgeois d'avoir la majorité à la future Assemblée Nationale, il ne défend pas la démocratie " socialiste ", mais l'ordre actuel.

Dans " Sawt el Chaale " de septembre 1975, les choses sont plus claires. Le préalable à toute élection au congrès du FLN ou à l'Assemblée Nationale, c'est la rédaction de la Charte Nationale qui ne peut que reprendre tous les " acquis": révolution agraire ... Les meilleurs combattants de la Charte seront les élus au congrès du FLN et les députés de la future Assemblée Nationale. La boucle est bouclée.

Pour plus de sécurité, le PAGES explique que l'Assemblée ne sera ni Constituante, ni souveraine, puisque la légitimité " révolutionnaire " est constituée par l'ANP, héritière de l'ALN qui est issue de la guerre de libération nationale.

La politique du PAGES présente de nombreuses analogies avec celle du PCP soutien acharné du MFA au dessous de l'Assemblée Constituante et défenseur de la démocratie " socialiste ". Comme le PCP, le PC espagnol, et les PC de France et d'Italie, le PAGES est conscient qu'il faut défendre à tout prix l'appareil militaro-policié actuel. Les critiques faites à Boumedienne ne signifient pas que le PAGES est prêt à se rallier à la fraction bourgeoise " libérale " mais qu'il est conscient que l'ouverture présente de grands risques et qu'il est préférable de garder les institutions actuelles et son chef Boumedienne qui est l'incarnation de la contre-révolution, en Algérie.

La décision prise par Boumedienne le premier novembre 1975 " d'instituer sous la présidence et l'autorité du Président du Conseil de la Révolution, une commission supérieure de la Charte Nationale " dont les modalités d'application ... seront fixées par décret " donnent entièrement satisfaction au PAGES, dans la mesure où il n'y aura aucun débat démocratique et aucune Assemblée Constituante.

L'ouverture faite en juin, a été refermée en novembre, à un moment où le régime connaît de graves difficultés à l'extérieur.

La Question du Sahara Occidental

La mobilisation massive de la population qui s'effectue actuellement en Algérie a modifié les données de ce problème.

Rapidement on est passé, par un processus incontrôlable du terrain diplomatique, familier à Boumedienne habitué à régler les problèmes dans le cadre de la Ligue Arabe, de l'OUA ou de l'ONU, à celui de la mobilisation systématique du pays.

L'ampleur des manifestations, la profondeur de la mobilisation, l'évolution des mots d'ordre lancés par la presse et la radio, la fragilité sociale et politique des régimes qui s'affrontent ont fait de la question saharouie un problème majeur, qui va exacerber les contradictions internes des régimes de Boumedienne, de Hassan II, d'Ould Daddoh et de Bourguiba.

Le problème n'est pas simple puisque le PC Marocain (PPS) et le PC Algérien (PAGES) ont des positions diamétralement opposées.

Pour le PPS, il s'agit d'une guerre de libération nationale, du retour à la même patrie d'un ancien territoire marocain occupé par la puissance colonisatrice espagnole.

Pour le PAGES qui soutient à fond Boumedienne, la monarchie féodale marocaine qui agit pour le compte de

l'impérialisme, vise en annexant le Sahara occidental à bafouer le principe sacré défendu par Alger " du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes".

Les divergences portent donc sur une question fondamentale: celle de l'existence ou non de'une nation saharouie.

LA NATION SAHARAOUIE A-T-ELLE EXISTE?

" Les données géographiques et historiques montrent que le Sahara espagnol, du Nord au Sud, continue, sous des formes de plus en plus dégradées, l'ensemble géographique et historique marocain : de Goulimine à Tafaya et à Semara, c'est le même pays, ce sont les mêmes populations, avec une densité démographique de plus en plus faible et une agriculture de plus en plus clairsemée: mais lorsque densité démographique et agriculture sont tombées à peu près à zéro, il n'y a plus rien que des nomades abandonnés à eux mêmes, jusqu'aux confins de l'Afrique noire où la population se densifie à nouveau et où l'agriculture réapparaît ", écrit REZETTE, dans un récent ouvrage (1) qui se propose de démontrer " que le Sahara occidental, tout comme la Mauritanie et les régions frontalières d'Algérie d'ailleurs, n'ont jamais cessé d'être sous l'influence politique, économique et culturelle du Maroc ".

Dans un ouvrage qui fait autorité (2) les géographes DIEPPOIS ET RAYNAL divisent le Sahara en deux grands ensembles :

- 1/- Le Sahara central hérissé de massifs montagneux encadrés de grandioses plateaux, qui est le pays des Touaregs.
- 2/- Le Sahara occidental formé de plaines, de pénéplaines et de plateaux modestes, englobant la totalité du " Sahara espagnol " c'est à dire la Sagniet et Hamra et le Rio de Oro (260.000 Km²), les 2/3 environ de la Mauritanie (100.000) et le tiers du Mali (400.000).

" Les divisions politiques n'empêchent pas l'unité humaine : c'est le Sahara des Maures, populations restées essentiellement nomades jusqu'à nos jours " (p. 474).

Cet ensemble nettement délimité sur le plan du relief, du climat, de la végétation, a englobé des populations de même origine ethnique: - berbères plus ou moins arabisés - parlant des dialectes voisins. Sur le plan social on retrouve la même structure traditionnelle tribale : division en campement patriarcal, fraction, tribus, confédérations (3).

Ces tribus ont toujours établi des courants d'échanges entre le Maghreb et le monde noir. Les populations elles mêmes en déplacement constant ont souvent glissé d'une région à l'autre.

Ainsi " la tribu marocaine des Ouled-Bou SBA qui se trouvait près de Fès au milieu du XIXe. siècle s'est progressivement déplacée vers le Sud, pour atteindre la région d'AKJOUJT (Mauritanie) il y a une vingtaine d'années.

(1) - R. REZETTE - " Le Sahara occidental et les frontières marocaines " (nouvelles éditions latines - Paris 1975 p. 12).

(2) - Jean DIEPPOIS et R. RAYNAL - " Géographie de l'Afrique du Nord-Ouest " (Payot 1967). Le chapitre IV consacré au Sahara occidental intègre les travaux des meilleurs géographes français : BIROT - DRESCH - CAPOT REY - BATAILLON ...

(3) - DAUMAS " Le Sahara Algérien " (1842).

" La mise en place des tribus saharouiennes est extrêmement récente, à peine souvent encore achevée. Et celles-ci ne peuvent avoir perdu tout lien avec leurs régions d'origine. De ce fait, les populations sahariennes ont, à l'exception de quelques groupes, des liens très étroits avec les populations des pays bordiers... Le Sahara depuis des siècles, est justement une région charnière entre le monde noir et la Méditerranée. C'est une zone de passages continuels d'échanges, dont l'importance historique est capitale, tant pour le Maghreb que pour le Soudan." (4)

Vouloir étudier l'histoire des tribus dans le cadre de "l'Etat national" du Sahara Occidental actuel est une entreprise absurde. Tous les historiens depuis IBN KHADOUR, ont établi, au contraire, que l'histoire de ces tribus était partie constitutive de l'histoire du Maroc et de l'histoire des empires du Sahel.

M. LOMBARD (5) a établi des liens économiques durables qui existaient entre le Soudan, le Maroc et l'Espagne au Moyen-Age, SIDJIL MASSA (Tafilalet actuel) et NOL LAMTA (Sahara espagnol) constituant les plaques tournantes d'un trafic (or, esclaves) aboutissant à Fès et Cordoue.

" L'or du Soudan est le support de la brillante civilisation andalouse du XIème siècle " (p.65)

Parmi les moments importants de cette histoire commune, se situent :

- Au XIème, la conquête du Maroc par une tribu ganhajienne, les LEMTOURNA, originaires de l'Adrar de Mauritanie. L'empire almoravide qu'ils fondèrent comprenait, outre le Maroc et la Mauritanie, une large partie de l'Espagne et les Baléares (6)
- au XVIème, c'est à partir du Sud Marocain que s'édifie la dynastie des Saadiens, qui expulsa les Espagnols et les Portugais.

Depuis qu'au XIème siècle, les Almoravides avaient islamisé les classes dirigeantes du Soudan, les liens s'étaient renforcés entre le Maroc et les rois du Niger et du Soudan, en particulier sur le plan culturel.

Au XVIème, EL MANCOUR alla plus loin et fit la conquête du Soudan.

Enfin, c'est du Tafilalet qu'est originaire la dynastie alaouite qui s'imposa grâce à son armée noire recrutée à Tombouctou.

Ces quelques points suffisent à établir que les populations du Sahara Occidental (Maures) ont, non seulement contribué à établir des liens solides sur le plan économique, culturel, religieux entre le Maroc et les royaumes noirs du Sahel, mais qu'elles sont intervenues directement dans cette histoire.

CAPOT REY a pu écrire :

" Si brève qu'ait été la période chérifienne dans le Sahara méridional, elle n'en a pas moins laissé des traces profondes dans l'esprit des habitants. Le souvenir s'est conservé d'une suzeraineté marocaine s'étendant

(4) Yves LACOSTE "L'AFRIQUE DU NORD - LE SAHARA" (Documents E.D.S.C.O.) - Nov. 1957, p.35

(5) M. LOMBARD : " L'ISLAM DANS SA PREMIERE GRANDEUR" (VIIIème-XIème Siècle) Flammarion 1971
Ch. IX "Les échanges dans le monde musulman" - carte p.217

(6) C.A. JULIEN : " HISTOIRE DE L'AFRIQUE DU NORD" (Payot 1952)

R. & M. CORNEVIN : "HISTOIRE DE L'AFRIQUE, DES ORIGINES A NOS JOURS" (PAYOT 1964)

../.

" du Tafilalet et du Touat au Niger. Un demi-siècle durant, les troupes françaises sont restées l'arme au pied devant les oasis algériennes sans y pénétrer, pour ne pas provoquer de complications diplomatiques. Effectivement, lorsqu'en 1893 une colonne française se présentant devant Tombouctou les gens de la ville firent appel au Sultan "... (7)

Nulle trace dans l'histoire d'une nation saharienne indépendante ou autonome. Et pour cause, puisqu'il s'agit d'un fait colonial. Si l'on veut parler d'une nation sahraouie, elle devait englober l'ensemble des populations du Sahara occidental délimité par DIEPOIS-RAYNAL, c'est-à-dire comprenant aussi la partie du Sud Algérien jusqu'au Mzab.

LA CONQUETE DU SAHARA ALGERIEN

" Lorsque l'écrasement de l'insurrection de 1871 met un point final à la guerre de conquête de l'Algérie du Nord, le Sahara n'est pas vierge de toute pénétration coloniale : l'ensemble de ses régions qui ont fait partie organiquement, de façon plus ou moins lâche, des Etats organisés en Maghreb central avant la colonisation, et, plus particulièrement de l'Etat turc algérien, a été réuni par l'Etat colonial." (8)

PRENANT souligne les liens qui existaient entre les oasis du Sud Algérois et du Sud Constantinois et la Régence : liens économiques liés à l'ancien commerce saharien comme à la complémentarité des relations qui s'étaient établies entre nomades pasteurs et sédentaires villageois ou citadins, liens politiques, plus lâches entre les Confédérations des ARBAA (Djébel Amour, Ouled Naïl, Sersou), celle des Ouled Sidi Cheikh (Sud des Hautes-Plaines oranaises jusqu'au Grand Erg occidental), celle du MZAB, des AHAGGAR et des AJJER (Touaregs).

Pendant la conquête, tout le Sahara algérien, qui "jusqu'au Tidikelt, au Touat, au Gourara et à la Saoura exclus, avait constitué un prolongement de la Régence" (9) participa à la guerre d'Abdel Kader, puis à la grande insurrection de 1871.

La répression contre les Ouled Sidi Cheikh avait conduit de Colomb jusqu'à Figui (1866) et Wimpfen jusqu'au Guir (1870), mais l'intervention anglaise avait contraint la France à respecter des territoires dont les chefs reconnaissaient comme Khalife le sultan chérifien.

Au cours d'une période qui s'étendra jusqu'en 1880, non seulement la colonisation ne pourra s'élargir à l'Ouest et à l'Est (Tripolitaine turque) et devra respecter l'autonomie du Mzab, mais l'ensemble des tribus libres du Sahara sud-algérien renforceront leurs liens avec le Maroc : " la djemâa d'In Salah invoquait son appui, de même celle de Timimoun ; le qaïd des Douf Menia, nomades de la région du Guir ayant dans leur clientèle les qcour de Figui et certains de ceux du Tafilalet demandaient l'investiture du sultan chérifien. Ainsi se refermait toute issue saharienne au commerce colonial algérien." (10)

../.

(7) cité par Y.LACOSTE, p.36

(8) Y.LACOSTE - NOUSCHI - PRENANT :

" L'Algérie, passé et présent " (Editions sociales 1960)

(9) PRENANT (id. p.407)

(10) PRENANT (id. p.411) - R.REZETTE (op. cité p. 56-57)

La conquête de territoires relevant du Maroc et qui seront annexés au Sahara "algérien" se situe dans la période caractérisée par LENINE d'impérialiste.

Elle est ouverte par les deux Congrès de Berlin (1878 et 1884) qui établissent un partage de l'Afrique entre les puissances impérialistes européennes selon le rapport des forces et sans tenir compte des populations africaines.(11)

- 1881 - protectorat français sur la Tunisie,
- 1882 - Annexion du Mzab
- 1899 - Occupation d'In Salah, du Tidikelt, du Touat, du Gourara.

L'avancée vers le Sud Marocain sera stoppée en 1902, d'où l'installation du Fort de Béchar (1903)

- 1912 - Protectorat français sur le Maroc,
- 1914-17 - Guerre dans le Tafilalet,
- 1934 - Opérations dans le Sud-Ouest et rattachement de Tindouf à l'Algérie.

L'actuel Sahara légué à l'Algérie par les Accords d'Evian de 1962 est donc constitué par l'ancien Sahara central, "prolongement au Sahara de la régence d'Alger" et la partie des territoires marocains annexés pendant la phase impérialiste.

LE SAHARA ESPAGNOL, UN FAIT COLONIAL .-

C'est par le traité de Marrakech de 1767 que les Espagnols établis aux Canaries depuis le XIVème siècle obtiennent une concession au Sahara.

Le 26 Avril 1860, un second traité hispano-marocain concède à l'Espagne le droit de fonder une pêcherie sur la côte Sud du Maroc, mais "les deux parties reconnaissent que le territoire est sous la souveraineté du sultan." (12)

L'infléchissement du commerce transsaharien vers l'Ouest depuis la conquête de l'Algérie amène les Espagnols à s'intéresser au port de Mogador, terminus du trafic (or, ivoire, plumes d'autruche ...) Sénégal-Soudan-Maroc.

Mais les différentes tentatives d'implantation échouèrent. Ce n'est qu'en Janvier 1884 que les Espagnols notifièrent que la côte du Cap-Blanc au Cap Bojador constituait "le protectorat espagnol sur la côte d'Afrique", note ratifiée par l'acte général de Berlin du 26 Février 1885.

Mais l'Espagne ne prit réellement possession du territoire que plus tardivement : Tarfaya ne fut occupée qu'en 1920, Ifni le 7 Avril 1934, Semara en 1936.

Ce n'est qu'en 1952 qu'une commission mixte franco-espagnole délimita avec plus de précision les frontières entre le Rio de Oro et la Mauritanie (13).

C'est le 10 janvier 1958 que fut créée par Madrid la province du Sahara et ce n'est que le 19 Avril 1961 que la capitale du Sahara espagnol fut fixée à EL AYOUN, cette réorganisation administrative ne survenant qu'après les découvertes d'importants gisements de phosphates à BOU CRAA et de pétrole à Tarfaya se prolongeant jusqu'à EL AYOUN

(11) A. AYACHE "LE MAROC" (Editions sociales 1956)
Ch. VI : La fin de l'indépendance
J.L. MIEGE "LE MAROC ET L'EUROPE (1830-1894)" t.III (Paris P U F 1962)
A. BERNARD "LA PENETRATION SAHARIENNE (1830-1906)" - Alger 1906
"HISTOIRE DE L'ALGERIE" (Plon 1980).

(12) REZETTE (op. cité p.55)

(13) REZETTE (id. p.69)

Pendant la période de formation du "Sahara Espagnol", les tribus luttèrent avec acharnement contre le colonialisme espagnol qui, comme au Rif, menait conjointement ses opérations militaires avec les troupes coloniales françaises.

Ainsi, c'est au cours d'une campagne menée contre les tribus de Tafilalet que les Français occupèrent Tindouf et les Espagnols I F N I en 1934.

La conclusion qui s'impose est que le Sahara espagnol est un fait colonial, produit de la conquête franco-espagnole d'un territoire bien plus marocain que ne l'étaient les oasis de Touggourt, Biskra ou le Mzab et qu'il s'agit d'un fait contemporain.

"LA DECOLONISATION" DU SAHARA ESPAGNOL .-

Les populations du Sud Marocain n'ont jamais accepté la présence espagnole.

Lors de la guerre d'indépendance, les Sud-Marocains appuyèrent l'Armée de Libération du Sud qui, malgré ses faibles effectifs, rejeta les troupes espagnoles jusqu'à la côte, libérant toute la zone d'Ifni, la presque totalité de la Saguit el Hamra et du Rio de Oro.

Il fallut que les armées françaises et espagnoles s'unissent pour reprendre les positions perdues par l'Espagne. Mais le succès de cette opération "Ecouvillon" ne fut possible qu'avec la complicité de la monarchie marocaine soucieuse de se débarrasser de l'A.L.N. marocaine.

La lutte des populations du Sahara espagnol qui s'est manifestée pendant la guerre d'indépendance et qui s'est prolongée (manifestation populaire à El Ayoun le 9 juin 1970) n'est pas l'expression d'une guerre de libération nationale du Sahara occidental, mais partie intégrante d'un combat séculaire contre le colonialisme franco-espagnol.

La crise de la monarchie marocaine, le mouvement qui s'est développé au Rif, combiné avec les puissantes luttes de classes, du prolétariat des mines de phosphates ou de Casablanca nourrissant la révolte de paysans dans les régions de l'Atlas, ont imposé à HASSAN II de reprendre à son compte les revendications des partis nationalistes et du P.C.M. sur le retour au Maroc des territoires marocains colonisés.

De là, les Accords Tripartites de Nouadhibou en Septembre 1970, de Rabat (Juin 1972), Nouakchott (1973) et d'Agadir (Juillet 1973) passés entre le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie sur "la décolonisation" du Sahara espagnol et "l'autodétermination du peuple sahraoui".

Derrière le texte officiel et général de ces Accords (14), chacun y mettait un contenu différent.

HASSAN comptait s'approprier les immenses richesses du pays : le fer du Rio de Oro d'une teneur élevée (65 %), le pétrole et le gaz qui manquent à l'économie marocaine et surtout les phosphates de BOU CRAA (1,7 milliards de tonnes de réserves) qui assureraient au Maroc le contrôle du marché mondial des phosphates. Et cela, tout en redonnant du lustre à la monarchie corrompue.

La Mauritanie escomptait écouler son fer et le cuivre d'Akjoujt vers Villa Cisneras.

(14) texte complet dans "REVOLUTION AFRICAINE" du 31 octobre 1975

Alger ne réclamait rien (déclaration de BOUTEFLIKA), mais BOUMEDIENNE estimait que la création d'un Etat fantoche sahraoui lui permettrait de réaliser ses projets combattus par HASSAN : l'évacuation du minerai de fer de GARA DJEBILET (Tindouf) et la construction d'un oléoduc vers l'Atlantique, le transport du minerai sur Oran et la construction d'un nouvel oléoduc coûtant trop cher.

De son côté, FRANCO cherchait à conserver le maximum de positions grâce au transfert de pouvoirs à la djemâa constituée de notables mis en place par l'Espagne, ou même grâce au POLISARIO qui s'engageait à respecter les intérêts espagnols (15).

Derrière cet accord de façade, chacun menait son propre jeu. HASSAN négociait un accord secret de partage avec la Mauritanie. De son côté, BOUMEDIENNE soutenait le F.POLISARIO qui avait les sympathies de FRANCO (15).

Personne ne remettait en question les intérêts de l'impérialisme et, pour BOUMEDIENNE, "l'autodétermination" d'un peuple de 80.000 nomades (16) n'était pas incompatible avec l'exploitation massive de ce pays par les trusts miniers et les sociétés pétrolières internationales (17). Ainsi, se sont "autodéterminés" les minuscules oasis du Golfe devenus des émirats "indépendants". Ainsi, le Zaïre est pour "l'indépendance" du peuple de CABINDA et l'Afrique du Sud est pour l'indépendance de minuscules Etats bantous.

LE F.POLISARIO, EST-IL UN MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONAL ?

Pour "ROUGE", "l'avenir du Sahara Occidental repose essentiellement sur les épaules de F.POLISARIO. Cette organisation dont il est difficile de cerner les contours politiques (sic !) bénéficie d'un soutien de masse dans la population sahraouie. Les structures sociales sont restées précapitalistes. Le prolétariat qui s'est formé dans les mines et le sous-prolétariat urbain frappé d'un chômage dramatique, pèsent d'un poids social trop faible aujourd'hui. La direction du F.POLISARIO est aux mains d'intellectuels sahraouis formés dans les universités espagnoles ou marocaines. Elle subit, à l'évidence les pressions de la direction algérienne à laquelle elle s'identifie très largement (sic !). Il semble plus que difficile, dans ces conditions, qu'elle puisse conduire la lutte de libération nationale au Sahara occidental jusqu'à une réelle émancipation nationale et sociale du peuple sahraoui et la constitution d'un Etat

./..

(15) Dans une interview à "EL HOUDJAHID" du 2/12/75, EL WALLI, secrétaire général du POLISARIO déclare : "Le ministre espagnol des Affaires Etrangères avait demandé à me voir. Nous nous sommes rencontrés le mardi 9 septembre dans un petit village, dans un pays étranger. Il était accompagné de plusieurs collaborateurs. Nous avons discuté toute une nuit."
- Que demandaient les Espagnols ?

" Ils souhaitaient la préservation de leurs intérêts dans les limites qui ne contrariaient pas ceux du peuple sahraoui. Les discussions ont donc porté sur les domaines économiques et culturels et même politiques. Nous avons réussi à nous entendre ..."

(16) BOUMEDIENNE, le champion du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" est respectueux de ce principe, à condition qu'il ne remette pas en cause les limites fixées par l'impérialisme. Ainsi, il aura combattu aux côtés du Nigeria contre le peuple biafrais, aux côtés de l'Irak contre les Kurdes, de l'Ethiopie contre les peuples d'Erythrée ... Notons que BOUMEDIENNE n'a jamais parlé de l'autodétermination du peuple rifainisqui, pourtant, avait proclamé la République en 1925.

(17) Les lecteurs algériens apprennent avec surprise que le Sahara est un immense réservoir de matières premières (fer, phosphates ...). Ils apprennent qu'en 1969 fut créée "une société importante "FOSBUCRAA" constituée de KRUPP (RFA) de la Banque de Paris et des Pays-Bas (France) de l'Institut d'Etudes géologiques (Espagne) ainsi que ROTSCCHILD et quelques intérêts américains". (REVOLUTION AFRICAINE, 31/10/75). Ils ne sauront pas que les forages effectués par la Société ESSO à

./..

socialiste. Mais elle peut au moins s'engager résolument dans la voie de la proclamation d'un Etat indépendant." (18)

D'où vient cet Etat ? Comment des tribus nomades qui, depuis des siècles, parcourent des territoires qui vont de Fès au Soudan, acceptent, alors qu'elles ne sont pas encore sédentarisées, de former un Etat dont les frontières coïncident exactement avec celles déterminées par les colonialistes français et espagnols qui n'ont jamais pris en considération les intérêts des populations ?

✗ Pourquoi ne pas rattacher au futur Etat la région de Tarfaya et d'Ifni arrachées récemment à l'Espagne ? Ou bien le territoire de Tindouf rattaché à l'Algérie en 1934 ?

Si l'on veut créer à tout prix un Etat Sahraoui, il faut briser le cadre des frontières mises en place par le colonialisme et fondre dans un même ensemble toutes les populations maures du Sahara Occidental. (19) ✗

Pour "ROUGE", ce qui importe avant tout c'est de créer un Etat. Quel sera le degré d'indépendance de cet Etat de 80.000 nomades répartis sur un territoire grand comme la moitié de la France, occupé par les trusts et le Cartel pétrolier ? Cela importe peu, l'essentiel est de créer un Etat.

Pourtant "ROUGE" et les pablistes (20) n'ont jamais milité pour que le Rif constitue un Etat indépendant, non rattaché au Maroc. Les populations du Rif n'étaient-elles pas sous domination espagnole et n'avaient-elles pas constitué une République en 1925 sous la direction d'Abdel Krim ?

Comment le prolétariat qui pèse d'un "poids social trop faible" par rapport aux nomades chameliers et à la poignée d'intellectuels du POLISARIO pèsera-t-il d'un poids plus fort dans un Etat dominé par les multinationales et les Banques mondiales ?

Pour "ROUGE", la lutte des Sahraouis contre le colonialisme espagnol n'a commencé qu'avec le POLISARIO. C'est ignorer toute l'histoire passée et, en particulier, le fait que, pendant la guerre d'indépendance marocaine, l'A.L.M. du Sud a expulsé les Espagnols du Rio de Oro et que les manifestations d'El Ayoun de 1970 ne sont pas le fait du POLISARIO, mais du vieux parti nationaliste MOUSLIM, dont le journal "AL CHIHAB" (Le Flambeau) était publié à Rabat ; tous ces mouvements s'inscrivent dans le cadre d'une lutte de toutes les populations du Sud Marocain contre le colonialisme franco-espagnol.

Le F.POLISARIO, par toutes ses origines, ses écrits et sa direction, ne se rattache pas à ce mouvement. Le POLISARIO est issu d'une scission du vieux parti nationaliste MOUSLIM le 10 mai 1973 ; la direction était constituée d'une poignée d'intellectuels, fils de notables, qui, à Rabat, avaient suivi l'ISTIQLAL, puis la branche illégale

./..

(17 - suite) - TARFAYA et dans le Sahara espagnol, ont révélé, dès 1969, l'existence d'un bassin "qui peut devenir une des principales zones productrices de pétrole à l'échelle mondiale" (A.SERFATY : "LE PETROLE AU SAHARA OCCIDENTAL DERRIERE LES APPETITS IMPERIALISTES" (SOUFFLES N°2 - octobre 1973).

(18) "ROUGE" 14/11/75

(19) C'est à cela que pense sans doute le Polisario lorsqu'il parle de 800.000 Sahraouis. Où aller les chercher sinon à Tindouf, dans le Tafilalet, Ifni, dans l'Adrar ? Mais ni le POLISARIO ni ALGER n'insistent sur les frontières de l'Etat Sahraoui.

(20) BOUMEDIENNE, qui fut le chef de la willaya V, dont l'Etat-major se trouvait à Nador, connaît bien la question. Pourtant, il ne s'est jamais prononcé pour un Rif indépendant ni en 1959 ni en 1965, ni en 1975.

(19) dans un mémorandum adressé au Comité de décolonisation de l'ONU le Polisario écrit :
« la population est d'environ sept cent cinquante mille habitants, sans les exilés » Il semble sans que cela soit clairement précisé que le Polisario avance ce chiffre en y incluant les populations de territoires restitués au Maroc par l'Espagne, notamment la région de Tarfaya et peut-être aussi celle d'Ifni. » Paul Balta - Monde diplomatique Août 75 -

../.

de l'U.N.P.F. qui recevra des subsides de la Libye, puis, à partir de 1974, de l'Algérie.

Le POLISARIO n'est pas le résultat d'une lutte de tendance entre une aile droite et une aile gauche au sein du Parti MOUSLIMI, mais un groupe créé pour les besoins de la diplomatie libyenne puis algérienne. Ce groupe ne se rattache pas à un mouvement nationaliste réel, partie intégrante du mouvement nationaliste marocain, mais a tenté de se greffer sur lui. Cela est démontré par l'absence de politique véritable du POLISARIO.

D'après "JEUNE AFRIQUE" du 26/12/75, le secrétaire général du F.POLISARIO, OUALI MUSTAPHA SIYED, a fait des études de droit à Rabat.

" Pour lui, la libération du Sahara implique un retour aux sources de l'islam. Féru de SAYID QOTB (doctrinaire et chef du mouvement des Frères Musulmans en Egypte, exécuté par NASSER), il est loin de professer des idées marxistes."

D'après "L'HUMANITE" du 6/12/75 :

" Quand on demande à EL OUALI quelle est l'orientation, "la couleur" du POLISARIO, il répond très franchement :

" Pour l'instant, nous n'en savons rien. Nous tentons de réaliser la plus large unité possible pour rester

" nous-mêmes, c'est le plus important. "

Lorsqu'une partie des membres de la djemâa du Sahara, constituée de chefs de tribus et de notables, adeptes d'un retour à l'islam médiéval, se sont ralliés au POLISARIO pour constituer un Conseil National Provisoire Saharaoui, les seuls messages envoyés à l'issue des travaux du C.N.P.S. l'ont été à la Ligue Arabe, à l'O.U.A et à la Conférence Islamique ("EL MOUDJAHID", 10/10/75).

Il était inutile de s'adresser à l'opinion démocratique et au mouvement ouvrier marocain et international !

En bref, il apparaît que le POLISARIO, qui n'a jamais remis en question les intérêts de l'impérialisme et n'a ni programme ni visage propre, ne constitue pas un mouvement de libération national. Le POLISARIO ou le C.N.P.S. poursuivent des objectifs qui ne correspondent ni aux aspirations ni aux intérêts des populations de l'ex-Sahara espagnol, mais aux intérêts particuliers du régime de BOUMEDIENNE qui a cherché dans cette diversion extérieure un moyen de faire oublier aux travailleurs l'échec de sa politique, tout en renforçant l'appareil militaire-policié (cf. le dernier budget militaire).

Les accords ALGER-RABAT-NOUAKCHOTT, signés depuis 1970, ne prévoyaient en aucune façon (cf. textes) l'indépendance du Sahara espagnol), mais une vague "autodétermination" qui n'était pas incompatible avec un partage ultérieur.

Ainsi en Juillet 1975, BOUTEFLIKA déclarait que l'Algérie "n'a pas de prétention sur le Sahara et enregistre avec satisfaction la compréhension actuelle entre le Maroc et la Mauritanie" ("FIGARO" 3-4/1/1976).

De son côté, KHADAFI, partisan d'un Etat Arabe Unique du Maroc au Golfe, n'a jamais envisagé d'Etat indépendant saharoui (21) et se prononçait, par suite de son hostilité à HASSAN pour le rattachement du Sahara Espagnol ... à la Mauritanie ("JEUNE AFRIQUE" 26/12/75).

../.

(21) le communiqué commun KHADAFI-BOUMEDIENNE, publié à HASSI-MESSAOUD le 29/12/75 ne fait aucune mention du Sahara Occidental ou du POLISARIO.

Il faut donc considérer que le soutien de BOUMEDIENNE au POLISARIO, devenu effectif depuis le Printemps 1975 (les premiers drapeaux du POLISARIO sont apparus à cette date lors de la visite de la mission d'enquête de l'O.N.U. au Sahara), concerne l'alliance conjoncturelle KHADAFI-BOUMEDIENNE, ne se situant pas au niveau des principes "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", du soutien à un "mouvement anti-impérialiste" ... mais en fonction de la politique intérieure de l'Algérie, ce qui implique une étude des différentes étapes de la crise et la compréhension des liaisons qui existent entre la crise politique du régime et la diplomatie algérienne sur la question du Sahara.

Les Différents Moments de la Crise

En soutenant le POLISARIO, BOUMEDIENNE revenait sur les discussions menées dans les coulisses depuis 1970, qui acceptaient un partage MAROC-MAURITANIE (déclaration de BOUTEFLIKA).

BOUMEDIENNE escomptait remporter une victoire facile : création d'un état fantoche au Sahara occidental, prestige personnel renforcé à un moment où il avait, dans son discours du 19 Juin 1975, la perspective d'une Assemblée Nationale Populaire ...

L'opération paraissait sans risques : Le POLISARIO ne remettait pas en cause les intérêts de l'impérialisme, acceptait les frontières coloniales, restait dans le cadre du monde arabe et africain et se trouvait soutenu en sous-main par FRANCO. Tout était simple : FRANCO remettait les pouvoirs à l'O.N.U., mais laissait en place la djemâa et le POLISARIO, un referendum intervenait favorable au POLISARIO, l'Etat fantoche était reconnu par Alger puis par l'O.N.U. et le tour était joué.

HASSAN II ne pouvait accepter de perdre le pétrole, le fer et les phosphates à un moment où l'inflation et le chômage massif aiguës les contradictions sociales. L'Istiqlal, l'U.N.P.F. et le P.P.S. (P.C. Marocain) qui refusaient de renverser la monarchie, ne voulaient pas renoncer à leur Sahara. Quant à l'armée, un échec la dresserait à nouveau contre le roi.

HASSAN, contraint d'agir avant le referendum de l'O.N.U., reprit à son compte les aspirations nationalistes sur le Sahara. Il escomptait souder toutes les couches sociales derrière le trône, couper l'herbe sous les pieds aux partis de l'opposition et ressouder l'armée ébranlée par les coups d'Etat du 10 juillet 1971 et du 16 Août 1972.

HASSAN prit toutes ses précautions pour éviter un débordement à l'intérieur en promettant des élections générales pour 1975. Sur le plan extérieur il obtint le soutien de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie, de l'Iran, ainsi que de l'Irak, de l'Egypte et de la Syrie (Monde 2.1.76). Ali Yata, dirigeant du PPS était envoyé dans tous les pays communistes et HASSAN s'assurait le soutien total du Sénégal, du Zaïre, de la Tunisie, des trusts, des banques, et de l'impérialisme français et américain.

Dans la mesure où l'appareil militaire et la phalange de Franco étaient hostiles à un abandon pur et simple du Sahara, et préféraient un état fantoche dirigé par la djemâa ou le Polisario, Hassan s'allia à Juan Carlos, soutenu par Kissinger avec l'accord tacite du Kremlin.

Ainsi HASSAN II entreprit une mobilisation limitée pour une "marche verte" pacifique de 350.000 volontaires, chargée de prendre possession du Sahara.

x Le PPS d'Ali Yata ira jusqu'à négocier avec l'USFP et l'Istiqlal un Front ou ceph. .../...
La décision de Hassan d'organiser la "marche verte" ne peut que donner satisfaction à une opposition qui a adopté en ce domaine une position en flèche" (Monde 18/10/75).

Un million, puis deux millions se présentèrent mais très rapidement, derrière le soutien à la marche verte, d'autres revendications apparurent "nous voulons du pain", "nous voulons du travail".

Ainsi au moment où HASSAN se lance dans la "marche verte" il existe de fait une alliance Franco-Boumedienne tandis que le Maroc est soutenu par l'impérialisme, les dirigeants des pays arabes, de l'OUA...

Rapidement FORD imposa aux franquistes un accord maroco-espagnol, établissant le partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie.

Le 31 octobre, Juan Carlos accédait au pouvoir, puis se rendait à El Ayoun pour reprendre en main l'armée. Hassan se dépêcha de renvoyer les "marcheurs" et de les remplacer par l'armée royale.

Malgré la pression exercée par le ministre de l'intérieur d'Algérie, le colonel ABDELGHANI, pour que l'armée espagnole s'oppose à la "marche verte" et que l'Espagne transmette ses pouvoirs à l'ONU, ce fut un échec, car l'accord tripartite de partage rendu public aurait été directement établi par l'impérialisme US avec l'accord tacite du Kremlin.

Ford agissait brutalement, car ce qui était maintenant en jeu, c'était l'avenir même des monarchies marocaine et espagnole, ainsi que tout le dispositif militaire américain dans l'Atlantique articulé autour des Açores et des Canaries (22), à un moment où les Etats Unis fournissent une aide massive au Zaïre qui intervient directement en Angola, aux côtés du FLNA et de l'UNITA.

N'ayant obtenu aucun soutien sérieux de l'OUA, des chefs et rois arabes, ce qui constitue un échec retentissant pour Boumedienne, président en exercice "des pays non alignés", l'Algérie porta le débat à l'ONU.

Le 10 décembre 1975, l'Assemblée générale adoptait deux motions contradictoires, ce qui signifiait qu'après le Conseil de Sécurité (23) l'ONU s'inclinait devant le fait accompli de l'occupation marocaine résultant de l'accord de Madrid. C'est alors que Boumedienne a poussé à la création d'un Conseil National Sahraoui.

VERS LA GUERRE ?

Boumedienne s'est formé en dehors du mouvement ouvrier algérien. Pour lui chaque problème peut trouver une solution par la négociation. Le rapport des forces entre classes sociales est remplacé par des rapports de forces entre négociateurs de blocs ou groupes. Comme il ne s'agit pas d'exproprier l'impérialisme ou de soutenir la révolution politique dans les états ouvriers bureaucratiques (24) toute la politique extérieure de Boumedienne s'inscrit dans le cadre de cartels ou groupes de pression : OPEP, pays non alignés, "nation arabe" "nation islamique" agissant dans le cadre de l'OUA ou de l'ONU.

Boumedienne, croyant disposer de bonnes cartes, a poussé le Polissario à faire évacuer les villes et à jeter en plein désert les femmes et les enfants, à seule fin de dénoncer la barbarie marocaine et de créer un mouvement de solidarité des peuples ou de créer les conditions politiques pour que l'ONU intervienne et permette à l'Algérie de sauver la face. Depuis novembre, l'armée royale suréquipée par l'impérialisme français et US a pris possession des points essentiels du Sahara.

Il est criminel d'avoir fait évacuer la population vers le désert ou la région de Tindouf pour des raisons étrangères aux intérêts des sahariens. Il est criminel de lancer deux à trois mille guerriers du Polissario contre

.../...

(22) "Aux Canaries, les américains disposent déjà, à LAS PALOMAS d'installations complexes pour le guidage et le repérage des vols spatiaux et aussi pour l'espionnage des autres satellites. Ces installations dépendent directement du Pentagone. Dans l'île de LAS PALMAS, toujours aux Canaries, sont installées une base de radar servant au lancement des missiles et un système sonar pour le contrôle des passages de sous-marins (Humanité 6.12.75)

.../...

l'armée royale marocaine et d'avoir poussé à la création d'un conseil Sahraoui luttant pour l'indépendance, c'est-à-dire pour la défaite de l'armée de Hassan, alors qu'en 1971 et 1972, Boumedienne a soutenu la monarchie et ne s'est jamais prononcé pour une république au Maroc.

Pourquoi ne pas faire appel au mouvement ouvrier et étudiant marocain, au mouvement démocratique et ouvrier international? Pourquoi ne pas appeler les Rifains à la révolte, et pourquoi ne pas donner la parole à ceux qui luttent au Maroc contre la monarchie?

Ainsi on consacre des pages entières pour parler de la corruption de la monarchie alaouite, de la drogue... mais on ne consacre dans le Moudjahid du 19.12.75 que 4 lignes à la grève des dockers de Casablanca.

On donne la parole à quelques politiciens bourgeois d'opposition ou à la section UGET provisoire d'Alger mais on n'ira pas jusqu'à soutenir la grève générale de l'Université de Tunis et à constituer des comités pour la libération des emprisonnés.

Le socialiste Boumedienne n'ira en aucune façon demander au PCF et à la CGT de prendre l'initiative de s'adresser à la FEN, à FO et à la CFET pour tenir un meeting à Paris pour la défense des emprisonnés au Maroc et en Tunisie ou pour la défense des Sahraouis.

D'un côté on lance les Sahraouis contre l'armée royale, d'un autre côté on ne crée pas les conditions militaires et politiques pour permettre au Polisario de gagner. Cela veut dire qu'on prépare les conditions pour un massacre des Sahariens, du moins ceux embrigadés par l'ANP (réfugiés des villes évacuées et Algériens du Sahara baptisés Sahraouis et transformés en maquisards).

Ira-t-on à la guerre?

Rien de certain bien que la guerre de fait existe entre Polisario et marocains. Hassan II ne veut pas la guerre générale car il faudrait mobiliser. Ould Daddah ne veut pas la guerre. Boumedienne souffle sur les braises, mais il sait que la guerre c'est la mobilisation massive dans des structures autres que celles de l'ANP et que la défaite serait fatale pour le régime.

Toutes les conditions sont réunies pour un affrontement, mais parce que les conditions politiques réelles ne sont pas celles de 1963, personne ne veut réellement la guerre.

Pour Boumedienne, l'affaire du Sahara, répétons-le, n'est pas le problème de "l'autodétermination" du peuple Sahraoui, mais un élément de sa politique intérieure comme cela apparait clairement depuis novembre, et en particulier dans le budget 1976 : coupe sombre dans les budgets d'équipements, 20 % de plus pour l'armée, blocage des salaires, prélèvements forcés sur l'émigration, taxes et impôts supplémentaires, rationnement.

On peut donc conclure que ces objectifs atteints en Algérie, Boumedienne ne cherchera, s'il est contraint de le faire, qu'une confrontation limitée. A la première intervention de l'OUA ou de l'ONU, on se réconciliera comme en 1963.

(23) - Au conseil de Sécurité, l'URSS qui soutient en paroles Boumedienne, n'est pas intervenue pour demander l'envoi de casques bleus à la frontière Maroc-Sahara, ni pour exiger que l'ONU prenne en charge la gestion du Sahara jusqu'au référendum.

(24) - Lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars russes en 1968, Boumedienne a apporté dès le début son soutien total au Kremlin.

LE REGIME DE BOUMEDIENNE AUX ABOIS

Jusqu'à la fin novembre, Boumedienne a cru pouvoir trouver une solution diplomatique au problème Sahraoui (Ligue arabe, OUA, ONU). C'est pourquoi la presse se limitait à une campagne de sensibilisation, de mobilisation limitée dans le cadre de meetings bien encadrés, se terminant par des motions de soutien... au pouvoir révolutionnaire. Ainsi la mobilisation de 10.000 jeunes au meeting d'Oran le 5 décembre, ne visait qu'à faire pression sur l'ONU.

Le 6 décembre, El Moudjahid parle encore en première page de la "responsabilité de l'ONU dans la décolonisation totale et effective du territoire".

Mais l'annonce d'un projet de soutien à Hassan présenté par la Tunisie, le Zaïre et le Sénégal, Boumedienne a été contraint d'aller plus loin. La dissolution de la djemâa et la formation d'un Conseil National provisoire sahraoui à Alger ne constituent plus des actes se situant dans l'escalade diplomatique, une sorte de contre "marche verte" mais les premiers actes d'un conflit militaire algéro-marocain.

La mobilisation beaucoup plus large qui s'est opérée dans tout le pays depuis ce jour, a largement débordé le cadre de la mobilisation limitée, de "la semaine de solidarité avec le peuple sahraoui" pour devenir celui de la défense du pays menacé d'agression par le Maroc.

Dans la mesure où le pouvoir explique que l'invasion du Sahara par Hassan est le prélude à une agression impérialiste(25) contre l'Algérie, la mobilisation a pris un caractère de masse dans le moindre village de l'Algérie.

Le pouvoir cherche à contrôler le mouvement qu'il a imprudemment déchainé (26) en insistant sur "l'encerclement de la révolution algérienne" et le génocide des Sahraouis, préfigurant celui des algériens. Le sondage publié par El Moudjahid du 12 décembre est très révélateur d'une situation qui est généralisée en Algérie (27): croyance en l'imminence d'une agression de l'impérialisme, identification avec la cause des Sahraouis, retour aux traditions de la révolution algérienne, froide détermination.

Le mouvement qui s'approfondit chaque jour ne remet pas en cause à cette étape le régime actuel, mais le fait que partout la population réclame des armes et s'organise en dehors des structures administratives politiques ou même militaires constitue un fait d'une extrême importance.

Partout l'analogie est faite avec le précédent conflit algéro-marocain de 1963. Mais la situation est fort différente.

En 1963, l'Algérie sortait d'une guerre éprouvante. Le peuple était exsangue et n'aspirait qu'au repos. Par ailleurs il avait encore confiance en Ben Bella, et la FLN, même s'il était déchiré en plusieurs tendances qui s'affrontaient y compris les armes à la main (FFS en Kalylie). En 1975, les travailleurs, les femmes, la jeunesse, ont fait l'expérience de dix années de Boumedienne, de l'ANP, et du FLN. Ils ont vécu l'exploitation, le chômage, la misère, l'émigration. Ils savent que ce régime n'est pas le leur, mais celui de la bourgeoisie.

Le nouveau conflit algéro-marocain, se situe dans un contexte où la classe ouvrière algérienne s'est affrontée avec le régime (grève générale de la SNS de Kouba) et cela dans un contexte international qui est celui de la défaite américaine au Viet-Nam et de la montée de la révolution prolétarienne au Portugal.

(25) - Alger parle de l'axe Nouakchott-Rabat-Madrid-Paris-Washington (El Moudjahid 11.12)

(26) - Le Ministère du travail et des affaires sociales, le FLN, la direction de l'UGTA appellent les travailleurs à rester à leur poste de travail, et à soutenir le pouvoir "et le front intérieur" en travaillant davantage.

(27) - Ainsi cette dactylo de 19 ans qui dénonce "le silence des pays arabes- plutôt complice", de ce comptable de 23 ans qui se déclare "mobilisé pour défendre l'intégrité de mon pays, acquise au prix de deux sacrifices. La liberté à n'importe quel prix ? oui. L'esclavage non !".

Cela signifie que la mobilisation qui s'effectue actuellement présente des caractères très différents de ceux de 1963.

Dans la mesure où l'armée royale n'a pas pu mettre un terme aux guerillas sahraouis, et que toutes les solutions diplomatiques sont pour le moment bouchées, le pouvoir est contraint d'aller plus avant.

Le silence complice du monde arabe, de l'OUA, ONU...ont gravement entamé le prestige de Boumediène, président en exercice des non-alignés. Déjà les motions qui terminent les meetings s'adressent au pouvoir révolutionnaire c'est-à-dire au groupe des colonels qui ont pris en main toutes les affaires du pays.

La passivité prolongée porterait un coup fatal non seulement à Boumediène, mais au pouvoir des colonels, incapables de défendre le pays contre la monarchie alaouite et l'impérialisme.

Mais un conflit armé au Sahara qui se terminerait par la destruction des blindés de l'ANP constituerait le SEDAN du régime bonapartiste algérien. Les masses ne toléreraient pas la défaite de cette ANP qui détient tous les pouvoirs depuis dix ans. La défaite de l'ANP serait le premier acte de l'irruption des masses sur la scène de l'histoire et du règlement de comptes avec la dictature militaro-policière d'Alger.

L'affaire du Sahara a renforcé dans l'immédiat le pouvoir des colonels qui exercent une véritable dictature collégiale. Ainsi le 29 décembre, tous les chefs réels de l'Algérie participaient à la rencontre avec Kadafi : le ministre de l'intérieur ABELGHANI, TAYEBI (réforme agraire), BENCHE RIF (gendarmerie) YAHIAOUI (Directeur de l'académie interarmes de CHERCHELL), DRAJA (Sureté Nationale)

Une défaite ou une passivité prolongée accélérerait la crise au sein de la direction de l'appareil militaro-policière, qui était déjà en pleine décomposition.

* * *

Revolution Proletarienne et Assemblée Constituante

Les trotskystes algériens ne dissimulent pas leurs objectifs : détruire le régime militaro-policière de Boumediène, instaurer la dictature du prolétariat en Algérie, seule solution pour sortir le pays de la crise actuelle, pour donner la terre aux paysans, et les moyens de la travailler, les libertés démocratiques, donner du travail à tous, et résorber les disparités régionales...

Ceci c'est la ligne stratégique. Mais aujourd'hui le mot d'ordre qui permet la mobilisation des plus larges masses des femmes et de la jeunesse contre le régime actuel, c'est celui de l'Assemblée Constituante et il faut préciser le contenu.

ASSEMBLEE CONSTITUANTE ET PARLEMENT BOURGEOIS - L'EXPERIENCE ALGERIENNE-

Le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante souveraine est familier aux Algériens, car il figurait dans le programme de l'Etoile Nord Africaine, du PPA, du MTLD, et du MNA. On y trouve les revendications suivantes:

- 1) - Abrogation de toute la législation coloniale sur le code de l'indigénat.
- 2) - Liberté de presse, de réunion, d'expression et d'association, de culte.
- 3) - Récupération par l'état algérien de toutes les richesses minières et des grands domaines coloniaux et distribution gratuite des terres aux fellahs.
- 4) - Droit au travail

- 5) - Enseignement de l'arabe dans toutes les écoles.
 6) - Elections libres au suffrage universel pour une Assemblée Souveraine Constituante, qui déterminera les liens entre la France et l'Algérie.

Toutes ces revendications étaient correctes, mais la question de la Constituante n'était pas rattachée à celle de la révolution prolétarienne, de sorte que les problèmes essentiels : l'analyse des classes sociales, le gouvernement ouvrier et paysan, la question agraire, les problèmes de la construction d'un parti marxiste, section d'une Internationale ouvrière, le contenu et les formes de l'état ouvrier... n'étaient pas abordées, de sorte que l'ENA, le PPA, ou le MNA n'ont jamais été ^{que} le parti de la Constituante en Algérie.

Si l'on examine l'histoire du mouvement nationaliste algérien, la question des libertés démocratiques occupe une place centrale. Et ce n'est pas un hasard. Chaque fois qu'une revendication particulière touchant aux libertés était avancée (par exemple l'enseignement de l'arabe dialectal comme deuxième langue dans les lycées)

l'administration intervenait brutalement, non pas parce que l'enseignement de l'arabe dialectal risquait de remettre en question l'ordre colonial, mais parce que le colonialisme refusait à tout prix qu'en utilisant les libertés démocratiques, le prolétariat algérien ne se constitue en tant que classe.

A partir de là on comprend mieux le rôle du Parti Communiste Algérien. Jusqu'au bout, le PCA a lutté avec acharnement pour empêcher une chose : que la CGT d'Algérie ne devienne une organisation syndicale de masse contrôlée par les Algériens. En 1936, le PCA était créé, c'est-à-dire que le PCF admettait l'existence future d'une nation algérienne. En 1955 le PCA se ralliait au FLN, mais il n'a ordonné à ses militants de rejoindre l'UGTA qu'en 1956, après la constitution de l'USTA par les messalistes (28).

L'UDMA, le parti de la bourgeoisie algérienne dirigé par FEHRAT ABBAS incluait également dans son programme à côté de la réforme agraire et de la nationalisation des principaux moyens de production, les revendications démocratiques, mais le Parlement algérien de F. ABBAS, ce n'était pas la Constituante Souveraine, mais l'Assemblée Algérienne existant en 1950, démocratisée, c'est à dire ouverte largement aux élus de la bourgeoisie algérienne.

Dans son programme publié en avril 1962 (29) le PCA se prononçait pour une "ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUANTE" élue au suffrage universel et chargée de doter le pays d'une constitution écrite prévoyant entre autres :

- Un Parlement formé d'une Assemblée Nationale unique élue...

- Un gouvernement issu du Parlement et responsable devant lui..;"

Mais cette Assemblée Constituante n'était que la transposition en Algérie de la constituante bourgeoise de 1946 en France qui laissait en place les structures de l'état bourgeois. Pour le PCA il s'agissait d'opérer de profondes réformes mais de ne pas toucher aux structures coloniales et à l'état bourgeois franco-algérien mis en place par les Accords d'Evian? Cela veut dire que pour le PCA le Parlement Algérien devait être pour l'Algérie la copie adaptée du Parlement bourgeois français.

(28) - En France, où l'UGTA n'était pas interdite, le PCF et la CGT refuseront de créer une Fédération de France de l'UGTA. Aujourd'hui la GGT ne regroupe pas 5% des travailleurs algériens en France.

(29) - "Programme du Parti Communiste algérien" (brochure - Alger 18 avril 1962- supplément aux cahiers du communisme n° 6 Juin 1962)

C'est ce type de Parlement qui a fonctionné de 1962 à 1965, mais le bilan lamentable de la vie parlementaire en Algérie ne signifiait pas que les libertés démocratiques étaient des "libertés bourgeoises" (PAGS) mais que la débile bourgeoisie algérienne ne pouvait faire fonctionner le Parlement bourgeois algérien après le départ massif des Pieds Noirs et qu'elle devait déléguer ses pouvoirs à un tuteur, fonction exercée par Ben Bella puis par Boumediène.

Le vieux mot d'ordre de l'Etoile sur la Constituante n'avait rien de commun avec la conception du Parlement bourgeois de l'UDMA ou du PCA, car malgré toutes les limites exposées plus haut, elle remettait en cause les structures sociales et politiques de l'ordre colonial.

LE CONTENU DE LA CONSTITUANTE

En novembre 1974, les trotskystes algériens ont lancé "Tribune Algérienne", l'organe du combat pour la Constituante en Algérie, où est développé le programme de la Constituante dont les points essentiels sont :

- 1) - La satisfaction des libertés démocratiques (droit d'expression, de réunion, de presse, d'organisation...)
- 2) - La question agraire, différente de "la révolution agraire" du régime visant à créer une couche de paysans moyens en ce sens qu'elle propose la distribution gratuite de toutes les terres aux paysans pauvres organisés librement en comités locaux, régionaux, et au niveau national.
- 3) - Le problème de l'indépendance nationale qui n'est pas encore résolu.
- 4) - Le droit au travail pour tous, c'est à dire l'organisation de la production en fonction du besoin des masses ce qui implique la rupture avec l'impérialisme qui impose à l'Algérie d'être un producteur exclusif de minerai et d'hydro-carbures.
- 5) - Le Front Unique anti-impérialiste
- 6) - La complète indépendance de l'UGTA envers le pouvoir, ainsi que la démocratie dans le syndicat.
- 7) - Des élections libres pour une Assemblée Constituante Souveraine élaborant une Constitution et désignant un gouvernement responsable devant elle.

ASSEMBLEE CONSTITUANTE ET REVOLUTION PERMANENTE

Tous ces mots d'ordre sont étroitement liés, et correspondent parfaitement aux aspirations des femmes, de la jeunesse, de la classe ouvrière, de la paysannerie, et même de la petite bourgeoisie.

La réalisation de ce programme, impose une rupture totale avec la politique économique actuelle, comme elle implique la destruction de l'appareil militaro-policié structuré autour de l'ANP de la gendarmerie et de la police, appareil forgé contre le mouvement des masses. Cela ne veut pas dire que la lutte pour les mots d'ordre démocratiques ne constitue pas un moment historiquement distinct de la lutte pour la révolution socialiste, mais procède d'un même mouvement où les mots d'ordre démocratiques et les tâches de la révolution socialiste découlent immédiatement les uns des autres.

Par ailleurs;

"A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir.. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise.

Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste" (30) .

(30) - "L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale" - Programme de Transition (p. 31).

ASSEMBLEE CONSTITUANTE ET ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE

Le 19 juin 1975, dans un discours retentissant, Boumedienne reprenant le projet de MEDEGHRI l'ex-ministre de l'intérieur assassiné en Février 1975, annonçait qu'avant un an se tiendrait un Congrès extraordinaire du FLN très démocratique, qu'une Charte Nationale serait élaborée par tous et que des élections auraient lieu pour désigner des députés à la prochaine Assemblée Nationale Populaire.

Dès la fin juin 1975 "Tribune Algérienne" (31) expliquait que ce discours ne marquait pas une rupture avec la période antérieure et un tournant vers la "démocratisation du régime" mais qu'il était l'expression à son plus haut niveau de la décomposition de ce régime, l'aveu même que sa direction installée par la force en juin 1965 ne pouvait plus utiliser les mêmes méthodes politiques pour perpétuer sa domination.

Six mois ont passé et il n'est plus question de préparer des élections libres. L'institution d'une Commission supérieure de la Charte sous l'autorité du Président Houari Boumedienne" signifie que la prochaine Assemblée Nationale Populaire, si elle existe, sera constituée d'administratifs zélés, de militaires déguisés en civils, et de harkis de la plume. En bref, une caricature du Parlement algérien présidé par F. ABBAS, le Gotha des béni-oui-oui de l'Algérie actuelle.

Ainsi pour la seconde fois, le régime de Boumedienne entièrement dirigé par les colonels de l'ANP qui exercent une dictature collégiale, s'est révélé incapable de se réformer, car il est issu de la contre-révolution.

Toutes les tentatives faites pour dresser une fraction de l'ANP comme un modèle de la marche vers le socialisme et l'anti-impérialisme, ont échoué.

Les alliés de Boumedienne, ce ne sont pas la classe ouvrière internationale, et la paysannerie pauvre, mais la phalange, l'armée franquiste et l'ultra-réactionnaire Khadafi.

D'autres tentatives de "réforme" seront entreprises par des officiers que le P.S. qualifiera de "progressistes".

Les trotskysies algériens combattront tous ces projets, car pour eux, ce qui est essentiel, c'est la destruction de fond en comble de tout l'appareil militaro-policié actuel.

(31) - "Tribune Algérienne" N° 3 - Juin 1975

2
PAGS